

Expression syndicale à l'occasion des journées de formation :



Le lycée
Solidaires

éducation
Sud 93

SNUEP
F. S. U.

Retrait de la réforme de la voie professionnelle ! Pour une réelle revalorisation de la voie professionnelle !

En introduction de cette journée, les organisations syndicales CGT éduc'action, Sud éducation, CNT éducation et le SNUEP FSU souhaitent s'exprimer. Les collègues ont été convoqués aujourd'hui afin d'assister à une formation pour de mettre en œuvre la réforme imposée par le ministère.

En février 2018 le rapport dit « Marcon-Alvès » décrivait les pistes qui devaient nourrir la réforme de la voie professionnelle. Trois mois plus tard le ministère communiquait déjà un dossier de presse présentant de manière assez détaillée le contenu de celle-ci. Depuis lors le ministère n'a quasiment pas fait évoluer cette contre-réforme malgré de nombreuses oppositions. Ainsi dès septembre 2018, suite aux annonces quant aux grilles horaires, les PLP et leurs organisations syndicales se sont mobilisés contre les projets du ministère. Le Conseil Supérieur de l'Éducation a, de son côté, émis des avis négatifs quant aux grilles horaires, ou encore la mise en place des familles de métiers. Le mixage des publics a aussi soulevé de vives critiques.

Face à cela, l'attitude du ministère n'a été que surdité, voire mépris. D'ailleurs, l'élaboration des programmes dans un délai dramatiquement court traduit cette volonté d'une réforme à marche-forcée. Il ne s'agit là que d'une très courte synthèse résumant les sujets d'opposition face à cette réforme qui pour nous a pour conséquence de détruire nos métiers, fragiliser la formation de la jeunesse et augmenter la souffrance des élèves comme des professeurs.

Pourtant, nous sommes d'accord pour reconnaître que le lycée professionnel n'est pas en bonne forme. De nombreux facteurs expliquent les échecs et les difficultés de la voie professionnelle. Bien entendu, on peut pointer le contexte économique et social comme élément d'explication. Nos élèves et leur famille subissent une précarisation accrue dans tous les domaines de la vie, que ce soit dans le logement, l'accès à la santé et bien évidemment face au salariat. De nombreuses études ont déjà montré le lien entre difficultés scolaires et misère sociale. En outre, ce constat est aggravé par les politiques budgétaires des services publics en général et d'éducation en particulier. Les conséquences sont concrètes : baisse des subventions pour les structures péri-scolaires et d'ouverture culturelle dans les quartiers populaires, suppression de postes d'enseignants et enseignantes, baisse de la formation professionnelle, absence de services sociaux et de santé répondant aux besoins, recours accru à l'emploi précaires... C'est l'ensemble du système scolaire, de la maternelle à l'université, qui a été visé. On pourrait prendre comme exemple la politique d'inclusion de nos élèves en situation de handicap qui, faute de moyens, de formations et d'accompagnement, entraîne bien souvent de la souffrance pour des élèves qui, au final, n'ont pas l'attention qu'ils et elles méritent. Mais il serait trop facile d'évacuer de cette analyse les causes intrinsèques au lycée professionnel, en particulier la mise en œuvre de réformes idéologiques et inefficaces.

Ainsi la réforme généralisant la mise en œuvre du bac pro en 3 ans, et qui en conséquence a supprimé le BEP, avait suscité des oppositions sérieuses. Par exemple, l'Inspection Générale avait rédigé un rapport détaillé suite à l'expérimentation du bac pro en 3 ans. Les observations étaient inquiétantes : hausse des démissions, baisse de la réussite au bout de 3 ans, hausse de l'absentéisme. Et leur conclusion était sans

appel : ne pas généraliser le bac pro en 3 ans et le maintenir comme un dispositif à la marge. Pourtant le ministère a refusé de prendre en compte cet avis et d'entendre la mobilisation des collègues pendant de nombreux mois, entre autre dans la grève. Au final, l'institution a exigé des enseignant-e-s de fonctionner et de collaborer à la mise en œuvre de cette réforme, entre autre au travers de formation dont le but était de mettre en œuvre les programmes.

Aujourd'hui, on exige de nous la même chose : baisser la tête et produire les éléments concrets pour la mise en œuvre de la réforme Blanquer. Cette situation est vécue de manière particulièrement violente. Nous nous retrouvons dans la position du ou de la condamnée à mort à qui l'on demande de creuser sa propre tombe. Pour nous cette réforme est une modification profonde de notre métier et du rôle du lycée professionnel. Notre attachement à notre métier, le souci de faire réussir nos élèves, notre pré-occupation pour une école émancipatrice participant, à son niveau, à la justice sociale, bref notre conscience professionnelle nous oblige à dire non. Collaborer à la mise en œuvre de cette réforme et croire que l'on limiterait la casse serait nous mentir et au final, mentir à nos élèves.

Les organisations syndicales CGT éducation, CNT éducation, Sud éducation et le SNUEP FSU ... invitent les collègues et les personnels d'inspection à se saisir de ces temps de regroupement pour échanger, débattre et discuter de leurs revendications pour permettre une réelle revalorisation de la voie professionnelle.